

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENTS
EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N°001/OLUCOME/01/2015 RELATIF A L'EMPRISONNEMENT INJUSTE DU DIRECTEUR DE LA RPA BOB RUGURIKA : UNE VENGEANCE DU POUVOIR DE BUJUMBURA ET UNE DIVERSION POUR NOUS DETOURNER DE VRAIES QUESTIONS DE L'HEURE

L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est, une fois de plus, profondément attristé par l'emprisonnement du journaliste, Bob RUGURIKA, directeur de la Radio Publique Africaine (RPA), pour des motifs insensés.

Les partenaires du Burundi, les organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde, les organisations de la société civile Burundaise, les médias, les citoyens ordinaires, etc. demandent avec insistance la libération inconditionnel de Bob RUGURIKA. Mais les autorités burundaises ne semblent pas se soucier de ces cris de désespoir contre l'injustice flagrante.

Alors que la RPA a fait une enquête sur l'assassinat le 7 et le 8 septembre 2014 des trois sœurs italiennes du Couvent Guido Maria Conforti (communément appelé « Chez BUYENGERO ») à KAMENGE, elle s'est rendu finalement compte que ce triple assassinat aurait été planifié et exécuté par la police présidentielle, le Service National des Renseignements, jadis dirigé par le lieutenant général Adolphe NSHIMIRIMANA. Celui-ci a été nommé cité dans cette affaire, ainsi que d'autres agents de ce service, dont certains sont cités également dans d'autres affaires d'assassinats. C'est notamment un certain KAZUNGU, un commissaire de police du nom de AYUBU, ainsi qu'un fonctionnaire du Centre Jeune KAMENGE, Guillaume HARUSHIMANA.

Au lieu d'auditionner les individus cités dans cette affaire, la Justice burundaise, visiblement dépendante de l'exécutif, a sauté sur le messenger, le journaliste Bob RUGURIKA et l'a jeté en prison. Le substitut du Procureur de la République en Mairie de Bujumbura, Emmanuel NKURIKIYE l'a accusé de trois infractions à savoir :

- Le manquement à la solidarité publique (article 481 du code Pénal burundais)
- La violation du secret de l'instruction (article 393 du code Pénale burundais)
- La complicité à l'assassinat tel que défini à l'article 38 du même code.

Dans la conférence de presse organisée la semaine passée par le porte parole de la Cour Suprême, il a ajouté la quatrième infraction à savoir : Le recel d'un criminel (article 389 du code précité)

L'OLUCOME constate purement et simplement qu'il s'agit, pour la Justice et pour le pouvoir d'un emprisonnement qui dénote une vengeance du pouvoir de Bujumbura contre un média (la RPA) et un journaliste (Bob RUGURIKA) qui dénoncent régulièrement tout ce qui ne va pas dans ce pays : ceux qui ont la boulimie du pouvoir, assassinats, détournements des fonds, un pouvoir totalitaire, une justice dépendante qui emprisonne abusivement les innocents et protège les assassins et d'autres malfaiteurs, etc.

Cet emprisonnement est aussi une diversion pour détourner l'attention des citoyens burundais et de la communauté internationale sur les vraies questions de l'heure notamment : le 3^{ème} mandat du Président de la République Pierre NKURUNZIZA, le chômage croissant (surtout des jeunes) qui prend de plus en plus une allure galopante, les emprisonnements abusifs de toutes les voies qui divergent avec le pouvoir en place, l'absence de publication des programmes des partis politiques, la question de la justice qui applique les deux poids deux mesures aux citoyens parce qu'elle n'est pas du tout indépendante, les détournement des fonds publics et la corruption qui gangrènent tous les secteurs de la vie nationale, la démographie galopante, l'enrichissement illicite d'une poignée de gens qui détient le pouvoir, la pauvreté qui mine la population, etc.

Au lieu d'emprisonner injustement un journaliste qui a fait son travail, les autorités publiques devraient plutôt chercher à connaître comment s'exerce le métier journalistique et s'attaquer aux vrais assassins.

Pour l'OLUCOME, c'est trop naïf pour un magistrat de demander à un journaliste de dévoiler ses sources d'information, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner sur le métier de journalisme, sur la source elle-même (cette mesure peut entraîner directement le tarissement immédiat des sources d'information, car personne n'oserait donner une information à un journaliste qui le livrera plus tard à la police ou à la justice), etc. Par ailleurs, la protection de la source d'information n'est pas seulement une question d'éthique et de déontologie, mais aussi, par des lois internationales que le Burundi a ratifiées.

Le travail qui a été fait par la RPA et le journaliste de la RPA d'interroger une personne qui affirme être parmi les assassins de ces trois sœurs italiennes est très normal. Ailleurs, en France par exemple, nous regardons des reportages faits par France 24 interrogeant les terroristes du groupe Boko Haram au Nigéria, ou d'autres médias internationaux comme Al Jazila qui ne cessait de diffuser les messages envoyés par Oussama Ben Laden pourtant considéré comme un grand terroriste et recherché, à l'époque, par la police américaine. Pourtant, les journalistes de ces médias n'ont jamais été inquiétés, avec raison. Parce qu'un journaliste, à l'instar d'un commissaire de police ou d'un magistrat, fait son travail. Et le travail d'un journaliste diffère **totalemment** d'un travail d'un magistrat ou d'un officier de la police judiciaire.

Par ailleurs, l'OLUCOME salue le courage du journaliste Bob RUGURIKA et son média, la RPA qui ne ménagent aucun effort pour tracer le chemin à la justice burundaise pour qu'elle puisse nous faire la lumière sur certains dossiers. Malheureusement, cette même justice, sur les dossiers d'assassinats

surtout, au lieu de nous montrer les vrais commanditaires et les mobiles des crimes, s'attaquent aux médias et aux journalistes pour que la vérité ne soit pas connue. Nous citerons entre autre, l'assassinat du Président Melchior NDADAYE en 1993, de Louis ZUNIGA qui était représentant de l'UNICEF au Burundi, de Michaël COURTNEY qui fut Nonce Apostolique au Burundi, des sœurs italiennes en commune de Kiremba, province Ngozi en, d'Agnès DURY l'ancienne employée de l'ONG Action contre la Faim à RUYIGI, d'Ernest MANIRUMVA ancien vice-président de l'OLUCOME, Kassim Malan qui fût le représentant de l'OMS au Burundi sous le régime Buyoya, d'une trentaine de membres du parti FNL en province Muyinga en 2006, des prisonniers de Kinama en Mairie de Bujumbura en 2006, des victimes des exécutions extrajudiciaires entre 2010 et 2011, et des citoyens lambda qui seraient assassinés, soit par certains agents de l'ordre, soit par des jeunes qui travailleraient de connivence avec les hautes autorités de ce pays. Pour tous ces cas d'assassinats et de meurtres, la justice ne nous a montré ni les vrais commanditaires, ni les mobiles de tous ces crimes.

L'OLUCOME demande ce qui suit :

- Que la justice libère immédiatement et sans condition le journaliste Bob RUGURIKA, car les chefs d'accusation de son emprisonnement ne sont pas du tout fondés ;
- Que la justice se libère elle-même du joug de l'exécutif afin de rendre justice de manière équitable à tous les citoyens ;
- Que la Justice fasse une enquête libre et impartiale pour que les vrais assassins des trois sœurs italiennes du Couvent Guido Maria Conforti de KAMENGE soient connus, ainsi que les mobiles de cette assassinat ;
- Que la Justice dévoile l'identité des commanditaires des assassinats cités dans ce communiqué et nous en dise les mobiles ;
- Que la communauté internationale et l'Eglise catholique exigent au Gouvernement du Burundi de faire la lumière sur l'assassinat des trois sœurs italiennes et de libérer immédiatement le journaliste Bob RUGURIKA ;
- Que tous les citoyens qui le souhaitent vivant au Burundi et à l'étranger soutiennent la RPA et BOB RUGURIKA en portant des habits verts tous les mardis.

Fait à Bujumbura, le 28/01/2015

